



10 décembre

« Révolution En Marche ! »

Discours d'Emmanuel Macron

- Bonjour à tous ! Bravo à vous ! Bravo à vous ! Bravo à vous ! Bonjour à toutes et tous.
Merci d'être là.
Merci d'être là.
Vous êtes venus des quatre coins de la France. Alors je vous le demande ce soir, est-ce que nous sommes seuls ?

- *Non !*

- Est-ce que vous avez peur ?

- *Non !*

- Est-ce que vous êtes prêts à changer la France ?

- *Oui !*

- Alors les choses sont claires. Nous sommes ce soir ensemble, 15 000 ! 15 000, mes amis !

Et je le sais, beaucoup nous regardent en ce moment, en direct, aussi. 15 000 venus de la France entière. De toutes les régions, et vous êtes là.

Mais ce qui fait notre force, ce qui nous tient debout, ce qui nous tient ensemble, c'est que nous savons qui nous sommes. Et c'est que nous savons où nous voulons aller, ensemble.

Ce qui fait notre force, c'est notre détermination, notre cohérence, c'est notre sincérité. C'est vous, depuis le début.

Seul le prononcé fait foi.

page 1 sur 16

Et si vous êtes là, tous et toutes, si vous avez décidé en ce samedi après-midi, à quinze jours de Noël, de prendre du temps à vos familles, ou de venir en famille, de prendre du temps de vos proches, c'est parce que ce qui nous rassemble, c'est que nous sommes sûrs qu'il n'y a pas de fatalité. Il n'y a aucune fatalité à ce que le pays, ni dans quelques mois, que le choix entre une droite extrême et une droite conservatrice, il n'y a pas de fatalité, il y a une espérance, et c'est la nôtre !

Nous en avons parcouru du chemin, depuis le 6 avril dernier. Vous vous en souvenez ?

- *Oui !*

- En quelques mois, nous sommes devenus près de 120 000, ce soir, nous serons 120 000 !

Ces dernières semaines, ce sont 400 réunions par semaine qui se sont tenues partout dans le pays, c'est votre mobilisation, c'est vous qui l'avez voulue !

Nous avons fait du chemin, depuis le 6 avril dernier. Nous l'avons fait ensemble. Depuis Amiens, je viens de cette ville, je suis né à Amiens. Et il n'y a rien non plus qui devait me conduire ici, pas plus que Sabrina, Marisa, Richard, Jean, Sylvie, Gérard, vous toutes et tous. Ce qui m'a conduit, c'est le travail, le goût de l'effort, la volonté de comprendre, d'apprendre, de construire, ce fut la République aussi, par l'école, qui m'a tiré, les instituteurs, les professeurs, les concours, ce que j'ai pu réussir, ce que j'ai pu rater. Le service public, que je viens de quitter, et qui m'ont tant appris.

La chance, parce que, oui, j'ai eu de la chance, beaucoup. Et il en faut. Nous en avons toutes et tous, il y a parfois des déveines, des malentendus, des échecs, des maladresses, des phrases qu'on regrette, je veux d'ailleurs ce soir lever un malentendu récurrent, je n'ai rien contre celles et ceux qui portent des T-shirts. Il m'arrive moi-même d'en porter, et j'aurais sinon trop de problèmes avec les formidables helpers qui sont là et qui arborent nos magnifiques T-shirts.

La famille aussi, sans laquelle on ne peut prendre des risques, et qui reste mon socle d'attache, ce qui me tient. Et la confiance, enfin, la confiance de nos maîtres, de nos amis, de nos proches, c'est cela qui nous fait. Et puis votre confiance, mes amis, votre confiance depuis le premier jour, car c'est vous qui m'avez porté, car c'est vous qui nous avez faits, car c'est vous qui nous avez transformés, car c'est par votre confiance que nous sommes là ce soir !

Mais peu importe d'où nous venons, parce que nous savons ensemble où nous voulons aller. Le combat que nous voulons mener. Ce qui est important pour nous. Ce que nous voulons, ce n'est pas rassembler la gauche, ce n'est pas rassembler la droite, c'est rassembler les Français ! C'est cela notre projet !

Alors, c'était un rêve fou il y a six mois, il est certain. Mais ce rêve fou, vous êtes en train de le réaliser. De partout en France, des quatre coins de France, vous en êtes la preuve. Et certains n'ont pas compris, et pensent encore que vous avez peur. Ils n'ont pas compris.

Vous avez peur ?

- *Non !*

- Ils n'ont pas compris parce que nous avons déjà, nous, pris les risques. Le risque de faire, le risque de tenter, ce que tout le monde nous disait comme impossible. Le risque d'essayer, partout, et d'aller convaincre. Le risque de quitter le gouvernement pour les uns, et la fonction publique, le risque de quitter ses attaches pour d'autres, et de braver les interdits, les menaces. Le risque de prendre du temps, le risque de l'engagement, d'être là. Alors, oui, vous avez déjà pris les risques, nous avons décidé d'oser, nous voulons le faire parce que notre volonté, notre détermination, sont claires : il y a dans notre pays une

Seul le prononcé fait foi.

place pour réconcilier la liberté et le progrès, cette place, c'est la nôtre, c'est celle que les Français veulent !

Alors, depuis tant de mois, vous avez conduit la Grande Marche. Des milliers d'entre vous ont été frappé aux portes de 100 000 Français. Nous avons ensuite parcouru la France de Strasbourg au Mans, en passant par Montpellier, pour expliquer, rendre compte, ah, que n'ai-je entendu. Nous étions une bulle, nous n'avions rien à dire. Bien sûr, on s'était tellement habitué à ne plus écouter les Français, à ne plus faire avec eux, à ne pas chercher à comprendre ce monde qui se transforme et ses défis, pour lui imposer des potions venues d'en haut, pour lui administrer des traitements dont l'un était de gauche et l'autre de droite, et au fond, il n'y avait que cela qui comptait. Non, nous l'avons fait ensemble, nous l'avons construit avec les Français. C'est cela notre projet.

Et notre projet, c'est de faire entrer la France dans le XXI^e siècle, c'est de faire gagner notre pays, c'est de le faire réussir dans un monde qui se transforme, où les menaces paraissent être partout mais où les opportunités sont là. Mais avec un engagement clair que je veux ici redire, partager solennellement avec vous l'engagement qu'il n'y aura pas de laissés pour compte, que notre devoir c'est en même temps de réussir et de faire réussir notre pays, mais de s'assurer que chacune et chacun y trouve sa place !

Ce projet, il est cohérent. Il repose sur une vision d'ensemble où tout se tient, il n'est pas une série de mesures qu'on égrène, qui peuvent se remplacer ici ou là, c'est un projet qui se tient, c'est notre révolution démocratique, celle que nous voulons porter et que nous porterons jusqu'au bout !

Et notre programme, je veux commencer à le partager ici avec vous aujourd'hui. Ce seront les premières de ces propositions de transformation que nous aurons à porter pour le pays. D'autres viendront, jusqu'à la fin du mois de février, sur l'éducation, sur l'Europe, sur l'environnement, sur la culture, sur la défense, sur la sécurité, sur les territoires et l'agriculture, ce sera le contrat que nous passerons avec la nation, le contrat pour gagner, le contrat pour présider, et le contrat pour gouverner !

Mais je veux, ce soir, vous parler des premières batailles, celles contre le chômage, celles contre, précisément, tout ce qui assigne à résidence une partie de nos concitoyens dans la société française, cette bataille que nous devons conduire, la bataille économique et sociale, c'est la première, et celle-là, nous la gagnerons.

- Macron, président ! Macron, président !

- Parce que depuis plus de trente ans, notre pays ne parvient pas à sortir du chômage de masse. Parce que depuis trente ans, le chômage de longue durée s'est installé dans de trop nombreux territoires, et quelle en est la conséquence? Des centaines de milliers de nos concitoyens n'ont parfois connu que le chômage, le leur, parfois celui de leurs parents. Ce sont des valeurs à ce moment-là qui se détricotent. C'est un espoir qui s'évanouit. C'est une désespérance qui naît. Mais notre pays aujourd'hui, c'est 3 millions de chômeurs, près de 6 millions de Françaises et de Français qui connaissent une des formes de chômage, presque toutes les familles de notre pays, ce sont 9 millions de nos concitoyens qui sont dans la pauvreté. Et donc, oui, la première des batailles, celle qui fait que notre identité peut se tenir debout, que notre pays peut se porter fier, que les projets peuvent être conduits, c'est la bataille économique et sociale, et c'est celle que nous allons conduire !

Et pour cela, il ne s'agit pas de vouloir administrer contre la France et les Français des potions intenable. Il ne s'agit pas d'aller expliquer au pays qu'on veut être efficace en étant injuste. Ce n'est pas la vision que nous porterons. Je l'entends parfois, c'est une vision conservatrice. Il ne s'agit pas non plus d'aller expliquer au pays que tout sera facile, que nous allons créer de nouveaux droits, que nous allons être justes sans en avoir les moyens et sans être efficaces.

Seul le prononcé fait foi.

La voie qui sera la nôtre, c'est celle du progressisme, celle qui consiste à proposer à notre pays des transformations efficaces et justes. Celle qui consiste pour notre pays à porter ce projet économique et social que nous avons construit ensemble, au concret, au réel, au contact, et qui précisément va nous permettre d'abord de libérer le pays, de le libérer par le travail, de le libérer par ses territoires. Et en même temps, parce que ces deux promesses sont inséparables, de protéger les Françaises et les Français contre ces risques nouveaux, contre ce qui advient, contre ce monde fait de risques.

Libérer d'abord, oui, c'est bien le premier socle de notre projet et libérer par le travail, car il sera au cœur de notre action. Mais pourquoi ? Parce que qu'est-ce qui fait le travail ? Qu'est-ce qui le rend si important dans notre société ? Qu'est-ce qui fait, cher Jacques, tu t'en souviens, que près de Château-Thierry, lorsque nous avons rencontré la famille Guyon, tout était fait dans le monde qui nous entoure pour le faire échouer. Des agriculteurs spécialisés dans le porc et la volaille, pensez-vous, mais nous avons vu une famille qui se bat sans relâche par le travail et pour le travail. Qu'est-ce qui fait que d'autres jeunes, dans le pays, trouvent d'un seul coup un avenir, parce qu'une innovation technologique, parce qu'une application sur Internet leur a soudain donné un travail, une dignité, une place, la possibilité de conduire une voiture, de partir le matin et de revenir le soir, quels que soient les donneurs de leçons. Qu'est-ce qui fait Patrick, que tu es là ce soir, que je te connais ? Et chaque jour, je vois que tu défends l'apprentissage comme aucun autre, avec enthousiasme. C'est le travail.

C'est ton métier de prothésiste qui t'a fait ça, qui t'a fait là ce soir.

Alors, oui, le travail, ce n'est pas une souffrance. Il faut protéger au travail, mais je ne recommande pas de vouloir protéger les Françaises et les Français du travail, ce n'est pas une bonne idée.

Le travail, c'est ce qui nous donne une place dans la société, c'est ce qui nous donne notre dignité, c'est ce qui nous permet de nous émanciper, de retrouver confiance en nous, ce qui nous permet de nous construire, ce qui nous permet de réussir et de faire réussir les autres, notre famille, d'entreprendre, d'être heureux. Et je sais les indignations, je sais ces millions de Français qui veulent rentrer dans le travail, et qui de Cahors à Bobigny, en passant par Brest, sont aujourd'hui bloqués, comme entravés, je sais tous ceux qui voudraient embaucher, ils n'y arrivent pas, parce qu'ils ont peur, parce qu'ils se disent que les risques sont trop grands, parce qu'il n'y a aucune fenêtre ouverte. Alors, oui, parce que je veux être le candidat de la justice, je suis le candidat du travail !

- Macron, président ! Macron, président !

- J'étais il y a quelques jours à New York, j'y rencontrais Joseph Stiglitz, un affreux gauchiste pour les américains, Prix Nobel de son état, que m'expliquait-il ? Que précisément, le travail était la clef de l'émancipation contemporaine, mais qu'il fallait sortir de cette espèce de frilosité selon laquelle il ne sert à rien de vouloir faire grossir le gâteau, il faudrait simplement le partager, réduire toujours un peu plus, que le travail ne serait qu'une quantité finie. En finir avec ces idées un peu désespérantes. Et que la solution, c'est au contraire de comprendre que le travail se transforme, qu'on ne travaillera plus demain comme aujourd'hui, ni comme hier, et qu'il faut pour cela encourager toutes les formes d'emploi à prospérer, en donnant aux individus les protections dont ils ont besoin, il faut libérer le travail, libérer l'action au travail, la création d'entreprise, l'initiative !

Alors, oui, pour cela, nous allons réconcilier notre pays avec le goût du risque, avec la volonté d'entreprendre, avec la volonté de créer, à tout niveau. Parce que l'artisan crée, parce que l'ouvrier crée, parce que l'entrepreneur crée, parce que l'artiste crée, et c'est cela le socle de notre pays. Mais pour ce faire, la France doit retrouver ce goût du risque, elle doit savoir parfois aussi accepter l'échec. Et pour cela, oui, nous devons, à travers plusieurs transformations, réduire le coût de l'échec, faciliter l'échec quand il advient,

Seul le prononcé fait foi.

parce que ce n'est pas grave, parce que le cœur, c'est d'avoir entrepris, c'est de tenter, parce que quelques-uns échoueront, d'autres réussiront, mais le pays avancera !

Pour cela, nous continuerons à réduire le coût du travail pour les entreprises. Parce que si les coûts, quels qu'ils soient, sont trop élevés, alors les marges sont basses, et alors la capacité à investir et à embaucher n'est plus au rendez-vous.

La bataille de notre économie, ce sera la bataille pour l'investissement et pour l'emploi. Elle commence aujourd'hui. Parce que dans ce monde, qui se transforme, où le numérique bouscule tout, où la transformation environnementale et énergétique change des secteurs entiers, nos entreprises se doivent d'investir, se doivent d'embaucher, se doivent de se transformer. Et donc, oui, pour ce faire, nous devons les aider à reconstituer leurs marges, nous devons les aider à créer ces emplois de demain.

L'investissement productif et l'emploi, ce seront nos batailles.

Alors, pour cela, non seulement je maintiendrai les allègements de cotisations déjà décidés durant les dernières années, mais je transformerai le crédit d'impôt compétitivité emploi en allègement de charge pérenne à hauteur de 6 points, pour toutes nos entreprises, quelles qu'elles soient, quel que soit le secteur. Les entreprises du secteur marchand, comme de l'économie sociale et solidaire, les grandes comme les petites, les indépendants, les artisans, tout le monde aura ses allègements de charges. De manière claire, de manière stable, et de manière lisible.

Parce que c'est à la fois une politique pour la compétitivité, et pour l'emploi.

Libérer l'accès au travail, cela passe aussi par la libération du dialogue social au plus près de l'entreprise et du terrain. Parce que comment pourrait-on penser aujourd'hui que la loi pourrait décider de tout et partout ? Que la loi pourrait être la même, lorsqu'on a 25 ans, 40 ans, 55 ans, et que, par définition, nous n'avons pas le même rapport au travail, surtout si l'activité au quotidien n'est pas la même. Parce qu'on n'est pas fatigués de la même façon lorsqu'on fait de la politique, lorsqu'on est posté dans une usine automobile, lorsqu'on travaille à Arc international, chère Caroline, nous nous en souvenons, lorsqu'on travaille dans le bâtiment ou les travaux publics, ou la boulangerie, nos vies ne sont plus les mêmes. Parce que, de la même façon, nos secteurs économiques sont en train de se transformer, de se recomposer, avec des logiques profondément différentes. Certains sont en train de se créer, ont besoin de plus de souplesse et de vitalité pour faire face à de nouvelles commandes, et d'autres sont frappés par des restructurations, parce que la concurrence internationale est là, parce que produire en France, sur ces secteurs, est rendu chaque jour de plus en plus difficile, et donc oui, les réalités partout sur le territoire, entre les secteurs de notre économie ne sont plus les mêmes. C'est cette souplesse que nous devons retrouver, mes amis, c'est cette dynamique différente. Il faut l'expliquer, et il faut la construire. Voilà pourquoi je propose que la loi édicte des règles simples, lisibles, définisse un ordre public social qui doit être le même partout et pour tous, lui, qui fixe la durée légale du temps de travail, elle doit rester à 35 heures. Ce n'est pas la peine, alors que je suis en train de vous dire que la réalité n'est pas la même partout dans le pays d'aller expliquer qu'il faudrait dans la loi passer de 35 à 39h, ce n'est pas cela la réponse. Il faut que la loi fixe bien entendu le salaire minimum, les principes fondamentaux et au premier chef l'égalité entre les femmes et les hommes.

Et il n'est pas question ici d'obliger par la loi les jeunes à travailler plus ou à gagner moins. J'en entends certains qui voudraient déformer nos propos, qui voudraient faire croire des balivernes, ils sont tellement habitués à ce petit jeu que je veux le repréciser. Non, une loi simple qui fixe des règles minimum pour tous, parce que ce sont les garanties.

Et ensuite, nous devons renforcer la négociation au niveau des branches, des secteurs d'activité et des entreprises. C'est comme cela que nous créerons cette République contractuelle à laquelle nous croyons.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Ça veut dire que je propose que dans chaque branche, que dans chaque entreprise qui le souhaite, par un accord majoritaire, et donc par le dialogue

Seul le prononcé fait foi.

social, et un accord entre les représentants des salariés et les représentants des dirigeants d'entreprises, on puisse définir les bons compromis, les bons accords, qui permettent au plus près du terrain de créer plus d'emplois, parfois de décider de changer les seuils si c'est plus pertinent et si les uns et les autres le veulent, parfois de modifier le nombre d'heures que l'on travaille avec des heures supplémentaires dûment payées, parfois de modifier l'organisation au plus près de l'entreprise parce qu'on l'aura voulu, parce qu'on l'aura choisi, c'est cela ce que nous voulons, c'est cela qui permettra la vitalité de notre économie !

Et dans cette République, où je veux privilégier le contrat à la loi, je vous demande à toutes et tous de jouer votre rôle, parce que c'est un pouvoir que je vous rends. Parce que c'est la décision prise ici solennellement que ce n'est pas un homme qui, devenu président, par des textes ou des décisions, pourra régenter tout ce qui se passe partout dans notre pays, ce n'est plus vrai. Cela n'est plus le XXI^e siècle.

Parce que de la même façon, cela ne peut pas être une loi prise par un parlement pour tout le pays, qui va régenter toutes les situations, répondre à tous les enjeux pour le pays. C'est vous, vous qui aujourd'hui avez décidé d'être les acteurs du changement politique. Vous qui avez décidé de faire, je vous demande, demain, d'être les acteurs du changement social, et dans vos entreprises, partout, qu'elles soient petites ou grandes, par le dialogue, par le débat, de construire les règles qui seront adaptées à votre quotidien, qui seront adaptées à vos défis, parce que j'ai confiance dans votre intelligence, dans votre énergie, parce que c'est ça la France !

- Macron, président ! Macron, président !

- Enfin, parce que je suis le candidat du travail, je veux que le travail paye mieux. Parce qu'aujourd'hui, lorsqu'un employeur verse au SMIC 1467 euros, le salarié ne perçoit que 1141 euros de salaire net. Pourquoi? Parce que nos grands risques sociaux sont financés sur les salaires, par le travail. Parce que c'est ainsi que nous avons construit nos équilibres, historiquement. Parce que, hier, lorsque, en 1945, puis dans les décennies qui ont suivies, nous avons construit ce modèle, notre modèle français, qui a été notre fierté, qui a formidablement fonctionné, qui a permis le progrès, lorsqu'on a pensé ce modèle, le chômage était anecdotique. La réalité, c'était le plein emploi. La réalité, c'était une économie de cycles longs, où les bouleversements n'étaient pas d'une brutalité comme nous les connaissons aujourd'hui. Ce n'était pas le même monde. Eh oui, aujourd'hui, le travail est concurrencé non seulement par des pays à bas coût, ou à coût inférieur, mais aussi par la robotisation, par d'autres façons de créer de la richesse, et nous les saisissons, nous continuerons à les saisir. Et donc la base de financement de notre modèle social, de nos sécurités collectives, ne peut plus être le travail. Voilà pourquoi je propose que toutes les cotisations maladie et les cotisations chômage qui sont aujourd'hui payées par les salariés soient supprimées. Ce sera une augmentation du salaire net pour chacun. Une augmentation qui n'est pas payée par l'employeur et qui ne touchera donc pas la compétitivité de nos entreprises, mais qui sera transférée sur la CSG. Qu'est-ce que cela veut dire concrètement ? Cela veut dire que pour tous les salariés, tous les fonctionnaires, tous les indépendants de notre pays, toutes celles et ceux qui travaillent, le salaire net pour tous augmentera.

La CSG, elle, augmentera de manière limitée, parce que sa base est beaucoup plus large, d'1,7 point, mais je protégerai dans cette décision celles et ceux qui sont au chômage, et 40% des retraités les plus modestes. Ils ne seront pas touchés. Et je veux ici être très clair. Qu'est-ce que cela veut dire, pour vous donner un exemple ? Qu'un couple de travailleurs qui touche aujourd'hui le SMIC aura, après cette transformation, 500 euros nets par an de pouvoir d'achat en plus. Alors, à qui je demande un effort ? Parce que notre règle, c'est de toujours dire la vérité. On ne va pas cacher les choses. Et je vous le dis,

Seul le prononcé fait foi.

toutes celles et ceux qui aujourd'hui font des promesses formidables n'expliquent jamais à qui on demande des efforts. Je le sais bien, on dit : cachons-le, ils le verront suffisamment tard, ils s'en rendront compte après l'élection. J'ai connu ça. Ça peut marcher le temps d'une élection, ça se passe moins bien après.

Alors, je vais vous dire, je demande un effort, évidemment à tous les travailleurs, mais qui est plus faible que ce qu'ils vont gagner, donc le pouvoir d'achat de tous les travailleurs va augmenter. Et je demande un effort net à deux catégories : les revenus du capital, 1,7 point de CSG. Ce n'est pas énorme. Et cela s'inscrira dans une refonte en profondeur que je présenterai dans les prochaines semaines. Et de l'autre côté, les retraités les plus aisés, la moitié des retraités les plus aisés. Je leur demande, pourquoi ? Je leur demande pour leurs enfants et leurs petits-enfants. Je n'augmenterai pas leurs impôts par ailleurs, je vous le garantis ici. Je n'augmenterai pas le coût de la maladie, je le garantis ici, et j'y reviendrai. Je leur demande simplement en toute transparence ce petit effort de quelques dizaines d'euros par mois, parce que nous en avons besoin pour que le travail dans notre pays paie.

Mais en même temps, je veux vous le dire ici avec beaucoup de solennité, je protégerai le pouvoir d'achat de tous les retraités modestes pendant toute la durée du quinquennat, parce que durant les deux quinquennats qui ont été, justement durant ces dix années qui viennent de passer, ils ont beaucoup trop été mis à contribution. Tous ces retraités modestes, nous les protégerons, il n'y aura aucune baisse de leur pouvoir d'achat dans les cinq années à venir.

Et donc, vous l'avez compris, le travail paiera mieux, dès demain, pour les fonctionnaires, pour les artisans, les indépendants, pour les salariés dans notre pays.

- *Bravo !*

- Mais je suis aussi convaincu que l'incitation à la reprise d'un emploi devra être renforcée par une augmentation de la prime d'activité, parce qu'il n'est pas normal aujourd'hui qu'un salarié à mi-temps au SMIC ne voit quasiment pas sa rémunération augmenter lorsqu'il reprend une activité à temps plein. Et donc cela aussi, nous le modifierons pour que partout dans notre pays, vous ne puissiez plus entendre qu'il est plus intéressant de ne pas travailler ou de travailler moins que de se remettre au travail !

- *Macron, président ! Macron, président !*

- La libération !

La libération du pays que nous voulons, mes amis, c'est aussi une libération de tous les territoires, des Françaises et des Français qui font, partout dans le pays, c'est à eux que je veux rendre le pouvoir, c'est à eux que je veux donner justement toute la reconnaissance et les responsabilités.

Alors comment? D'abord en donnant plus de responsabilités à nos élus locaux, parce que, oui, nous devons aller plus loin dans la décentralisation. Parce que, oui, partout sur le terrain, nos élus locaux sont ceux qui font, qui entreprennent, au quotidien, qui savent la responsabilité. Non pas tous les cinq ans ou tous les six ans, ils la connaissent tous les jours. Tous les jours. Alors, je souhaite leur donner plus de responsabilités parce que notre République est grande, elle est indivisible, nous allons la rendre plus forte, mais elle sera aussi plus forte en reconnaissant partout ses énergies, ses spécificités, cette Bretagne conquérante, cette Corse fière d'elle-même, cette volonté justement d'entreprendre partout sur le territoire avec une énergie différente dans un même projet, le projet de la République, pas le projet du XVIIIe siècle, mais celui du XXIe siècle! Je veux que les métropoles, oui, Gérard, cette belle métropole de Lyon, et tant d'autres, je veux qu'elle continue à réussir encore davantage. Tu as montré l'exemple en réussissant à reprendre

Seul le prononcé fait foi.

les compétences du département, à simplifier, pour de vrai, pas dans un texte, pour de vrai, ce millefeuille dont on nous parle tant ! Je suis pour que partout, lorsqu'il y a des métropoles qui réussissent, lorsqu'il y a ces grandes cités triomphent dans la mondialisation, qu'on puisse les aider à aller plus loin, je suis pour qu'elles puissent absorber le département, qu'on simplifie notre structure pour rendre ces territoires plus forts.

Parce que ces métropoles doivent continuer à rayonner, à entraîner d'autres territoires voisins, d'autres villes, c'est leur responsabilité.

Parce qu'il y a aussi les quartiers populaires dans nos villes, ou les villes les plus en difficulté. Je veux que nous prenions tous les risques, que nous allons vers des nouveaux schémas d'urbanisme, que nous prenions enfin nos responsabilités en termes de rénovation urbaine. Nous avons divisé par deux le budget de l'ANRU ces dernières années, nous devons reconquérir cela pour refaire nos villes belles. Cher Roland, je te sais ici... Pour dans ces quartiers, comme à Poissy, à la Coudraie, comme dans d'autres quartiers cela a été fait, recréer de la mixité, recréer du logement, redonner de l'énergie, savoir recréer la vraie mixité sociale et économique dont notre pays a besoin !

Et dans nos territoires ruraux, là, nous avons besoin des départements. La République doit être plurielle. Nous avons besoin des départements, de ces villes-centres, nous avons besoin de ces communes, des services publics, nous avons besoin, oui, des services postaux et des écoles, de la possibilité de reconquérir des places économiques, sociales, de l'activité partout, parce que ces territoires aussi ont de l'innovation économique, sociale, parce que ces territoires veulent entreprendre, de la Lozère en passant par la Corrèze, nous devons leur faciliter la vie, et c'est ce que nous entreprendrons !

Et pour les y aider, nous allons amorcer là aussi un grand mouvement de transformation de l'Etat. Je propose une déconcentration nouvelle, c'est-à-dire je propose que la responsabilité, que la capacité de faire, ce ne soit plus celle d'un ministre, ce ne soit plus celle d'une administration, de quelques-uns en haut, mais des femmes et des hommes qui, sur le terrain, se battent pour faire, pour transformer le pays, de tous ces fonctionnaires et ces services qui, sur le terrain, qu'ils soient dans les hôpitaux, dans les écoles, dans les universités, connaissent la dynamique en œuvre, connaissent les problématiques complexes et veulent changer les choses !

Et donc, oui, je propose plus d'autonomie, la vraie autonomie, pour les universités.

Je propose l'autonomie des établissements scolaires et des communautés pédagogiques. Des hôpitaux et des agences régionales de santé, pour pouvoir faire, comme je l'ai vu à Sallanches par exemple, il y a quelques semaines, où lorsqu'on donne la possibilité d'initiative, la capacité d'inventer, nos fonctionnaires, dont on nous parle tant, dont on dit tant de mal, nos fonctionnaires qu'on ne sait plus citer dans le pays que pour savoir le nombre de têtes qu'il faut couper. Nos fonctionnaires auront alors la pleine capacité de faire. Parce qu'aimer l'Etat, aimer la fonction publique, aimer le service public, ce n'est pas dire : il faut tout supprimer, il faut tout couper d'un côté ou il ne faut rien changer de l'autre et garder en l'état. Non, c'est de dire que partout dans notre pays, nous avons une fonction publique d'une qualité incroyable, nous avons une fonction publique dont nous devons être fiers, mais nous devons la libérer, nous devons la laisser innover, nous devons la laisser inventer !

- Macron Président ! Macron Président !

- Et donc, oui, je crois à une fonction publique entreprenante, qui puisse accompagner les territoires, qui puisse trouver ses solutions, qui ait la possibilité de décider. Et en même temps, je propose une véritable simplification, non pas, et nous essayerons de le faire, en supprimant des normes, parce que pour cela, vous savez, il faut imaginer Sisyphe heureux, et il n'était pas heureux, je dois vous le dire. Ma conviction, c'est que personne

Seul le prononcé fait foi.

ne devient fonctionnaire pour appliquer bêtement des lois, pour embêter, pour traquer, pour appliquer sans réfléchir des normes parfois idiotes, pour le perroquet d'instruction. Il y a des règles à faire respecter partout, c'est une évidence, c'est notre ordre public, et la révolution que je propose, c'est de changer le rapport des Français à leur administration et le rapport de l'administration aux Français. Ce que je propose, c'est de créer partout un droit à l'erreur pour tous ! Qu'est-ce que cela veut dire ? Que les contrôles opérés par les pouvoirs publics se feront non plus d'abord pour sanctionner, mais pour orienter ! Ce que je veux dire, c'est que le contrôleur de bonne foi pourra faire valoir son droit à l'erreur. Et ne sera donc pas à la première occasion sanctionné, ce sera à l'administration qu'il reviendra de prouver que l'erreur a été commise intentionnellement, ou que la personne est de mauvaise foi.

Sauf, bien sûr, je vous rassure, parce que j'entends déjà les déformations, en matière pénale, ou lorsqu'elle engage la responsabilité d'autrui, où là, nous serons intangibles, mais ce droit à l'erreur, c'est la possibilité par exemple, lorsqu'un employeur oublie de déclarer à l'URSSAF la prime de Noël, qu'il verse à ses salariés, qu'il ne soit pas condamné immédiatement à une amende, ce qui est le cas aujourd'hui. Il l'a rarement fait exprès. C'est de faire qu'un employeur qui effectue en retard une déclaration préalable d'embauche est aujourd'hui inquiété par l'administration et que demain, l'administration lui conseillera d'abord, lui expliquera. C'est passer d'une administration du contrôle et de la sanction systématique à une administration du contrôle, de la vigilance mais du conseil et de l'accompagnement.

Il y aura toujours des fraudeurs, il y aura des malhonnêtes. Mais nous devons en même temps redonner dans notre pays place à la confiance, c'est cela ce que permet cette transformation, c'est cela ce que permet cette révolution, elle accompagne tous ceux et celles qui osent, qui entreprennent, et qui veulent faire !

Et en même temps, mes amis, que nous devons libérer le pays, je vous le disais, nous devons protéger. Protéger nos concitoyens contre les nouveaux risques, contre ces transformations à l'œuvre, contre un monde qui change, parce que libérer pour permettre d'entreprendre, d'oser, de créer, de réussir, ou d'échouer, c'est formidable, mais il y aura toujours des fragiles, il y aura toujours des oubliés, et notre devoir, notre projet parce qu'il est progressiste, c'est de leur aménager une place, c'est de les aider. Et donc notre projet, pour protéger, sera autour de trois boucliers, un bouclier de sécurité, un bouclier social actif, et un bouclier européen, car c'est ainsi que nous protégerons les Françaises et les Français !

Alors, oui, le premier bouclier, c'est celui de la sécurité. Parce qu'il n'y a pas de liberté qui vaille si chaque jour, on a peur de l'insécurité. Et quand on a peur de l'insécurité, il n'y en a pas de petite ou de grande. Il n'y a que la peur d'être, il n'y a que la liberté d'aller et venir dont on est alors privé.

La sécurité, c'est ce premier devoir de la puissance publique, c'est ce premier devoir qui nous unit au cœur du pacte républicain, de faire que partout en France, les femmes au premier chef, et les hommes, ne doivent plus être inquiétés, qu'il ne doit plus y avoir de territoire de non droit, et là-dessus, je serai clair : l'autorité de l'Etat doit être intangible, et notre autorité sera inflexible !

Parce que l'égalité que nous défendrons, la vraie égalité, c'est l'égalité face à la sécurité. Et nous le savons. Nous savons ce que vivent nos forces de l'ordre, partout dans le territoire, le manque de moyens, pas de radio, parfois pas assez d'équipements, lorsque les équipements sont là, j'étais, l'autre jour, dans un commissariat, les coffres sont trop petits, parfois les logiciels qui ne fonctionnent pas, qui mobilisent quatre fonctionnaires pour procéder aux vérifications d'usages, donc oui être à la hauteur de ce bouclier de sécurité, c'est reconnaître l'importance et la place de nos forces de l'ordre, c'est leur donner des moyens dans la durée, c'est non pas simplement avoir des grands mots pour

elles, mais une reconnaissance concrète, un sérieux au quotidien. C'est cela ce que nous ferons.

Alors, pour ce faire, au-delà des 9000 embauches décidées, et qui sont encore en cours, ce seront 10 000 fonctionnaires de police et de gendarmerie supplémentaires qui seront recrutés durant les trois premières années du quinquennat. C'est une nécessité, nous le ferons !

Mais il ne suffit pas de recruter, il faut rendre du temps utile aux policiers et aux gendarmes pour être efficaces, pour débarrasser de formalités inutiles, inventées parfois pour se faire plaisir, pour la pureté du droit ou parce qu'on a cru, loin du terrain, que c'était une bonne idée. Il faut simplifier les procédures. Nos forces de police et de gendarmerie le savent, nos magistrats aussi et nous avons travaillé avec eux. Nous réduirons ainsi les contraintes sans réduire en rien les droits et les libertés de nos concitoyens.

A côté de ces simplifications et de ces engagements, nous devons aussi nous réorganiser. Et de deux façons. D'abord en acceptant l'idée que nous devons, oui, reconstituer notre renseignement territorial dans les endroits les plus sensibles du pays. Il a été déconstruit au début de notre siècle, de manière maladroite, à contretemps, nous devons dans les quartiers les plus sensibles, dans toutes les zones de France, ainsi identifiées, remettre des forces de renseignement, les vraies, au contact du terrain, avec des fonctionnaires de qualité, formés pour ça, parce que c'est là que le véritable risque terroriste peut être repéré, parce que c'est là que les signes avant-coureurs sont identifiés. Et dans le même temps, nous devons mieux organiser notre renseignement pour que toutes les données collectées partout sur le territoire puissent être regroupées dans une organisation unique, simplifiée, plus cohérente et efficace, sous évidemment le contrôle démocratique, qui convient, mais comme l'ont fait les Britanniques et les Américains pour que nous soyons efficaces au regard des technologies contemporaines pour lutter contre le risque terroriste. Nous devons aussi, c'est la deuxième réorganisation que je veux proposer, recréer une nouvelle police de proximité.

Parce que, oui, cette police de proximité, créée à la fin des années 90 par Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement, elle était une bonne idée. Parce que, oui, cette police de proximité, il faut bien le dire, elle ne servait pas uniquement à jouer au football avec les enfants.

Et parce que, même quand on joue au football, avec des enfants, quand on est présent sur le terrain, on voit d'autres choses, on crée un autre rapport à l'autorité républicaine, on perçoit les signes avant-coureurs, on comprend ce qui est en train de se jouer, on prévient certains risques, on reconstruit différemment de la République partout sur le terrain. Donc, oui, nous recréerons cette police de proximité.

Voilà pour la sécurité physique. Et pour protéger les Français, nous aurons un deuxième bouclier, le bouclier social, dont ils ont besoin. Ce bouclier social, c'est celui qui permettra à chacune et chacun non pas d'avoir tous les droits, sans devoir, mais qui, au regard des transformations en cours, permettra de trouver sa place dans la société, d'être considéré comme une personne, d'être pleinement reconnu et d'être protégé contre les événements adverses qui parfois nous arrivent dans la vie.

Alors, le premier de ces devoirs, c'est évidemment l'éducation. J'y reviendrai plus longuement, mais je veux ici en dire un mot. Nous avons un devoir d'éducation partout dans le pays.

Il ne peut pas être le même dans tous les quartiers de la République, il ne peut pas être le même partout, nous devons reconnaître qu'il faut faire plus pour ceux qui ont moins, que des inégalités se sont creusées, construites, où nous avons assigné à résidence des femmes et des hommes et leurs enfants, parce que nous n'éduquons plus comme nous devrions. Parce que celles et ceux qui, dans les quartiers populaires, sont les enfants des chômeurs de longue durée, de Françaises ou de Français qui parfois ne maîtrisent pas parfaitement notre langue, n'ont pas les mêmes chances de départ. Si nous avons un

Seul le prononcé fait foi.

Français sur cinq, un jeune Français sur cinq en CM2 qui ne sait pas lire, écrire, compter, c'est que dans les quartiers les plus difficiles de la République, qu'ils soient ruraux ou qu'ils soient urbains, il y en a parfois un sur deux ou deux sur trois qui sont dans cette situation, c'est cela la réalité.

J'étais il y a quelques semaines en Moselle. À Hombourg-Haut, cette petite ville de Moselle qui a souffert de la désindustrialisation, la fermeture des mines, il y a maintenant plus de trente ans. Et je vais dans le centre d'action sociale qui avait plusieurs fois brûlé, avec des femmes et des hommes extraordinaires qui étaient là pour créer de l'activité, pour les mères au foyer, de l'activité pour les plus jeunes après l'école, et du soutien scolaire. Ça se passait dans une école désaffectée, parce que cette ville a tant souffert qu'elle a perdu 5000 habitants et qu'une école a dû fermer. Et je croise une petite fille qui était au milieu des mamans qui faisaient du tricot, et je demande à la petite fille : tu as quel âge? Elle me dit : j'ai 7 ans. Je suis en CE1. Et je lui demande : qu'est-ce que tu veux faire? On n'a pas des questions toujours très originales quand on est en déplacement. Elle me dit: je veux être traductrice. Je lui dis : c'est formidable ! Tu veux être traductrice? Mais tu veux voyager, tu veux emmener les gens dans quel pays, tu veux partir dans quelle langue? Elle se tourne vers sa mère. Alors, je demande à sa maman : c'est formidable. Mais qu'est-ce qu'elle veut, elle veut voyager? Et la maman regarde sa petite fille et elle lui parle en arabe. Et j'ai alors compris que si la petite fille voulait devenir traductrice, ce n'était pas pour voyager comme je l'avais bêtement cru. Ce n'était pas pour emmener des gens très loin comme j'avais bêtement pensé. C'était simplement pour permettre à sa maman d'être dans la République.

Alors, oui, pour l'école, nous ferons beaucoup. Dans ces endroits de la République, nous doublerons vraiment les classes, dans ces endroits de la République, nous ferons ce que nous devons faire, parce que cette petite fille, elle n'était pas née en Afghanistan, au Maroc, en Tunisie, elle était née à Hombourg-Haut, sa maman était née à Hombourg-Haut, et c'était en France !

Et notre bouclier social, ce sera aussi celui de la santé, là aussi, j'y reviendrai, mais il faut que chaque Française et Français puisse se soigner, accéder à la santé quel que soit son âge, son niveau de revenu, son origine.

Et je trouve à cet égard dangereux que certains se mettent dans l'idée de dérembourser massivement des soins, des petits soins, nous dit-on, de dérembourser massivement dans le pays, pour les Françaises et les Français, ce qu'il faut pour se soigner, parce que c'est à la fois inefficace et injuste. C'est inefficace parce que la bataille de notre système de santé, c'est la prévention, parce que si la France est performante, c'est en matière de soins, si elle est défaillante, c'est en matière de santé. Et dérembourser les petits soins, quelle en est la conséquence mes amis? C'est que les classes moyennes iront moins se soigner, c'est qu'on ira moins se couvrir contre les petits risques, c'est qu'on ira plus facilement vers les maladies les plus graves.

Et en même temps, c'est injuste, parce que dérembourser les petits soins, c'est évidemment, non pas toucher les plus fortunés, qui peuvent avoir accès à d'autres couvertures privées, qui sont aussi nécessaires, ce n'est pas toucher les plus modestes, parce qu'ils sont, et nous le préserverons de manière absolue, couverts par la solidarité nationale, la couverture maladie universelle, générale et complémentaire, c'est toucher les classes moyennes, celles et ceux qui, comme d'habitude, sont au milieu, financent mais ne peuvent pas, elles, être protégées. Et donc ce projet de la droite conservatrice, quel en sera le résultat? Je vais vous le dire simplement, avec la même transparence que quand je vous propose des choses. 1200 euros de dépenses de santé en plus par an pour un couple avec deux enfants, c'est cela le projet de la droite conservatrice, ce sont les chiffres de la fédération nationale de la Mutualité française. Un SMIC par an ! Donc ce projet, non seulement nous le combattons, mais je veux le dire avec la plus grande clarté, pendant les cinq ans qui viennent, pas un seul soin utile ne sera déremboursé.

Seul le prononcé fait foi.

Nous procéderons aux réformes, et j'y reviendrai, pour la prévention, pour réformer et transformer l'hôpital public, pour évidemment décloisonner le public et le privé au plus près du territoire, en donnant tout leur rôle aux mutuelles comme à la sécurité sociale, pour construire l'offre de soins adaptée partout et lutter contre les déserts médicaux.

Et le bouclier social dont je veux plus particulièrement vous parler ce soir, c'est celui qui permettra que tout le monde ait les mêmes droits, et je veux ici parler du chômage et de la formation continue. C'est cela le cœur de la bataille et c'est le cœur de la bataille que nous mènerons !

- Macron, président ! Macron, président !

- Parce que dans ce monde qui se transforme, je vous le dis en toute honnêteté, le chômage ne peut plus être un risque contre lequel chacun se couvre à titre individuel. Cela ne peut plus être une assurance que chacun finance. Le chômage doit être une forme de solidarité universelle qui permettra de couvrir les Françaises et les Français dans tous les secteurs, qu'ils soient salariés, qu'ils soient indépendants et entrepreneurs. Je veux que chacune et chacun soit protégé de la même façon. C'est pour ça que je veux faire du chômage une vraie assurance universelle, une vraie solidarité nouvelle qui reconnaisse la dignité de la personne elle-même et qui ne couvre pas chacune et chacun simplement en fonction de ses cotisations.

Concrètement, cela veut dire quoi? Cela veut dire que chacune et chacun ne paiera plus son chômage, comme vous l'avez compris. C'est ce que j'expliquais tout à l'heure. Cela veut dire concrètement que chacune et chacun, quel que soit son statut, aura ce chômage et que nous sortirons de cette injustice où l'auto-entrepreneur, l'indépendant, l'artisan, l'entrepreneur n'a pas aujourd'hui ce chômage.

C'est aussi pour cela que je veux que tous les cinq ans, pour éviter tout excès, tous les salariés puissent avoir le droit d'accéder également à ce droit de chômage s'il décide de démissionner. Pourquoi? De manière très concrète. Parce que, aujourd'hui, qu'est-ce qui se passe? Parce que, aujourd'hui, vous avez partout en France des gens qui contournent le droit, et qui ont recours à la rupture conventionnelle, pour faire semblant de démissionner et avoir le chômage. Donc ne vivons pas dans un monde d'hypocrites ! Parce que, quand ils ne font pas ça, qu'est-ce qui se passe? Pour certains salariés, ils disent : tu ne veux pas me licencier, parce que tu ne veux pas me payer le chômage. Je vais te faire une vie impossible. C'est ça qui alimente les Prud'hommes, chaque jour. Et parce que de l'autre côté, quand il y a des salariés malheureux, ils vont voir leur employeur, et il leur dit : tu n'es pas heureux ici ? Il y en a beaucoup qui attendent dehors. Et c'est comme ça qu'on construit la souffrance au travail, ce burn out dont on parle tant, les frustrations.

- Macron, président ! Macron, président !

- Donc ce que nous avons fait... Ce que nous créons ce soir ensemble, mes amis, c'est un véritable droit à la mobilité professionnelle, c'est un droit qui reconnaît à tous les travailleurs du pays la possibilité de choisir, la possibilité d'être couvert contre tous les risques, la possibilité d'être protégé si demain il y a un accident dans son secteur d'activité, s'il y a un risque. Oui ce que je veux que nous créons ensemble, c'est ce droit universel, ce droit à la mobilité professionnelle qui reconnaît pleinement la dignité de la personne au travail.

Et ce droit, il ira évidemment avec des devoirs, évidemment. Le contrôle sera permanent, ce qu'il y a en face de ce droit, c'est la possibilité d'être indemnisé, si on est licencié, s'il y a un accident de la vie, si justement tous les cinq ans, face à ces contraintes, on le décide. Mais en face, dans le même temps, c'est un devoir. Le devoir de faire un bilan de

Seul le prononcé fait foi.

compétences, et de regarder toutes les options qui sont alors proposées en face. Et le devoir, lorsqu'une offre d'emploi existe, qu'elle est décente et qu'elle correspond aux compétences, de la prendre. Donc oui, en face de ce droit, c'est un devoir posé aux individus, un devoir de travailler lorsque le travail est proposé.

Mais en même temps, soyons honnêtes, que se passe-t-il, bien souvent? C'est que nombre de nos concitoyens qui se retrouvent au chômage, alors, certains, mais ils sont rares, j'entends les discours caricaturaux, il y en a, certains décident de rester au chômage en disant : c'est mon droit, j'ai cotisé, je reste au chômage, je ne prends pas le travail qui m'est donné. Avec notre système, ce n'est plus un droit, c'est une solidarité, donc si le travail correspond aux compétences et est décent, il doit être accepté! Mais dans l'autre temps, il y a des millions de nos concitoyens, et il y en aura de plus en plus, qui arrivent, touchés par une restructuration, un changement, et à qui on ne propose rien, et qui restent là. Notre devoir pour répondre à ce défi, ce n'est pas de considérer que leur droit, c'est d'être au chômage. Le devoir de la puissance publique, c'est alors de les former pour pouvoir devenir quelqu'un d'autre et pour pouvoir rebondir. Et aujourd'hui, nous ne le faisons que trop peu. Notre devoir, c'est alors d'accepter que pendant un an, deux ans, trois ans, toutes ces Françaises et ces Français, fragiles, qui n'ont plus de perspective, puissent être reformés pour devenir quelqu'un d'autre. Parce que qu'est-ce qu'il va se passer, mes amis? Dans les cinq ou dix ans qui viennent, cette révolution que j'évoquais tout à l'heure va balayer des secteurs entiers d'activités. Elle va faire que certains de nos concitoyens qui sont chargés de clientèles par exemple dans le secteur bancaire vont perdre leur activité, parce qu'ils seront remplacés par des logiciels, des algorithmes, des robots. C'est la vérité. Alors, on peut décider comme on l'a tant fait, de ne pas voir, de vouloir ou de prétendre, protéger les emplois en disant : on va vous protéger, et de les laisser se faire balayer. Mais le jour où ils seront licenciés, nous, aujourd'hui, nous ne sommes pas capables de les former, aujourd'hui, nous les laissons simplement au chômage, aujourd'hui, nous proposons peut-être de les former pour se qualifier un peu mieux dans leur secteur d'activité, mais ces Françaises et ces Français-là, il faudra les former demain pendant deux ou trois ans pour changer de secteur, pour aller vers de nouveaux domaines d'activité, pour aller vers la silver economy, vers l'écologie, vers de nouveaux secteurs en développement, c'est cela notre défi. Et donc, pour ce faire, parce que je veux reconnaître la dignité de toutes les personnes et une place à chacun, je ne reconnais pas un droit d'être indemnisé, je nous reconnais un devoir de former. Alors oui, ce que nous allons créer pour chaque Française et Français, c'est ce nouveau service public de la formation et de l'activité. C'est celui qui, en réformant Pôle emploi et notre système de formation continue permettra de donner une place à chacun. Une vraie place. La place que je veux.

Mes amis, c'est cela notre défi. C'est cela. C'est permettre au quotidien, grâce à ces transformations, c'est permettre de réformer notre pays, de donner une place à tous, un destin, une perspective, enfin !

Vous l'avez compris, je veux que ce bouclier social permette à chacun de construire sa vie. Que cette transformation de notre formation permette à tous et toutes de retrouver une place, avec ses droits, mais en même temps ses devoirs, parce que, à l'issue de la formation, je veux que chacune et chacun prenne ses responsabilités et l'offre qui est faite !

Enfin, protéger les Français, les protéger face à ces nouveaux risques, à cette mondialisation, c'est vouloir l'Europe, et ce bouclier européen.

Ah, je vous rassure, nous n'avons sur ce sujet pas beaucoup de concurrence.

Non, je vous rassure, personne ne parle plus d'Europe !

Et quand je regarde tous les candidats à l'élection présidentielle ou aux primaires dont on nous parle tant, il n'y a que des anti-européens, que des eurosceptiques ou des eurosceptiques mollement convertis.

Seul le prononcé fait foi.

Nous, mes amis, nous aimons l'Europe ! Nous voulons l'Europe !

- *Macron, président ! Macron, président !*

- Parce que face à ces nouveaux risques, face aux risques de la mondialisation, seule l'Europe peut nous protéger.

Parce que, oui, le monde redevient tragique. Il y a les risques climatiques, il y a les risques économiques, dont nous avons tant parlé, il y a le terrorisme, les migrations. Et il y a à quelques milliers de kilomètres d'ici, ce drame d'Alep qui nous rappelle, si nous l'avions oublié, en ce jour du 10 décembre, en ce jour des droits de l'Homme et du citoyen, il y a Alep où se joue la plus grande atrocité de notre siècle, où nous avons laissé d'autres bombarder et tuer des civils de manière atroce, où nous guettons chaque jour ces messages de la petite Bana et de sa maman Fatemah qui, sous les bombes, racontent leur calvaire. Alors, oui, dans ce monde redevenu tragique, la voix de la France est essentielle. Sa voix indépendante. Celle qui doit porter, non seulement, la lutte contre le terrorisme, mais la lutte partout intransigeante contre celles et ceux qui bafouent les droits de l'Homme, contre celles et ceux qui nous oublient !

Et jamais nous ne devons accepter la fatalité de ceux qui prétendent conduire la Real Politik en renonçant à leurs valeurs. Je crois à la Real Politik, je regarde comme vous notre monde, mais je le veux avec nos valeurs !

Alors, oui, mes amis, dans ce monde, nous avons besoin d'Europe, de plus d'Europe. Face à Google, aux géants de l'Internet, comment protéger nos concitoyens et faire réussir nos entreprises? Je vous le dis, il n'y aura pas de géants de l'Internet sans marché unique européen du numérique. Ce n'est pas vrai !

Je ne serai pas le président du champion du numérique français. Je veux être le président du champion du numérique européen, c'est la seule voie !

Comment promettre à nos concitoyens de protéger leurs droits au respect de la vie privée ? Par l'Europe, par ce marché unique du numérique, et par aucune autre façon. Comment protéger notre environnement? Notre écologie, et porter notre projet? Par l'Europe, là aussi. Et résolument !

Je reviendrai sur notre projet environnemental, mais seule l'Europe peut faire un vrai marché unique, avec un prix du carbone, avec une vraie énergie européenne, avec une vraie capacité d'innovation.

Comment protéger nos travailleurs, nos entreprises, face à la concurrence déloyale des Chinois ou des Indiens ? Dans les pneus ou dans l'acier ? Par l'Europe, mes amis! Et uniquement par une vraie politique commerciale et industrielle, par une vraie politique commerciale que d'aucuns, tous les jours, accusent de tous les mots ! Comment résister aux prises de contrôles hostiles par des investisseurs étrangers dans des secteurs stratégiques? Par l'Europe, là aussi. En nous dotant d'une procédure de contrôle des investissements étrangers à l'image de ce que nous disposons en France et que j'avais porté avec d'autres, quelques-uns de mes prédécesseurs et que nous avons appliqué!

Pour défendre notre alimentation, notre goût à la française, notre agriculture... Vous avez raison. Notre agriculture, nos pratiques, nos circuits courts, notre cuisine et notre gastronomie qui sont notre fierté. Comment le faire? Qu'est-ce qui va protéger tout cela face à des géants internationaux qui se constituent, à la fusion de Monsanto et de Bayer qui vont décider de toutes les normes et de toutes les règles? Mais ce n'est pas nous, tout seul, c'est l'Europe, là aussi !

L'Europe, elle est notre meilleure protection, elle est notre meilleur bouclier dans la mondialisation. L'Europe, elle est aussi notre identité, ce qui nous fait, notre rêve commun. Et dans ce monde de fous, je vous le redis, je repense à la fois à cette phrase de François Mitterrand, prononcée il y a une trentaine d'années, quand il disait que le nationalisme, c'est la guerre. Oui, l'Europe seule peut nous empêcher de tomber dans la barbarie,

Seul le prononcé fait foi.

L'Europe seule peut nous empêcher de tomber dans le repli ! Et donc, la sécurité n'est pas à nos frontières, elle est aux frontières de l'Europe, à Lampedusa, pas à Vintimille. Donc oui, aujourd'hui, nous devons oser à nouveau rêver à l'Europe, parce que c'est notre bouclier, nous devons aussi retrouver un peu du rêve de Schuman et de cette Europe de la défense, nous devons un peu retrouver de cette volonté d'aller de l'avant !

L'Europe, nous en reparlerons, c'est notre chance, c'est notre diversité, notre unité, c'est ce qui fait aussi que nous voulons dans l'Europe, et que nous portons ce projet, chère Sylvie, cher Jean, celui que chaque jeune dans notre pays puisse passer un semestre dans un autre pays européen, pour se former, apprendre une langue, se dépayser, revenir plus fort et plus ouvert. Donc si on veut protéger notre pays, si on veut protéger les Français, oui, nous devons être européens !

- *Macron, président! Macron, président !*

- Alors, mes amis, vous l'avez compris, ce n'est que le début de notre programme, il va continuer !

- *Macron, président ! Macron, président !*

- Pour ceux, mes amis, qui avaient peur qu'En Marche soit une aventure solitaire, ce soir, vous les avez rassurés !

Pour ceux, mes amis, qui avaient peur que nous n'ayons rien à dire, vous les avez rassurés !

Alors...

- *On va gagner ! On va gagner ! On va gagner... !*

- Alors, mes amis, ce projet, ce programme, c'est le vôtre. Je ferai sans doute des erreurs, il faudra me pardonner, nous aurons des désaccords, il faudra les surmonter, mais ce projet, ensemble, nous allons le porter, parce que nous croyons dans l'espérance. Mais maintenant, votre responsabilité, avec moi, je vous le dis ce soir, je vous le dis avec beaucoup de gravité, et en même temps beaucoup de joie, beaucoup de fierté, vous m'avez énormément donné depuis avril dernier, énormément.

Mais maintenant, notre engagement, notre programme, nous allons le continuer, c'est un engagement efficace et juste pour le pays, c'est l'espérance à laquelle nous croyons, mais je ne veux pas le porter tout seul.

- *Macron, président ! Macron, président !*

- Moi, je le porterai dans la durée, je le porterai jusqu'au bout, mais maintenant, votre responsabilité, c'est d'aller partout en France, pour le porter, et pour gagner ! Ce que je veux, c'est que vous, partout, vous alliez le faire gagner, parce que c'est notre projet ! Vive la République, vive la France !

Merci à vous ! Merci à vous !

(Marseillaise)

Aller plus loin

Le replay >

youtube.com/watch?v=eCgM69ApQoI

Le discours en 3 minutes >

facebook.com/EmmanuelMacron/videos/703769136467958/

Article sur en-marche.fr >

en-marche.fr/rendez-10-decembre-a-paris/

Suivez Emmanuel Macron

